

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/65/Add.1

19 octobre 2000

(00-4330)

Comité des pratiques antidumping

RAPPORTS SEMESTRIELS PRÉSENTÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 16.4 DE L'ACCORD

Addendum

1. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur les décisions qu'ils ont prises en matière de lutte contre le dumping pendant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2000: Afrique du Sud; Argentine; Australie; Brésil; Canada; Chili; Colombie; Communauté européenne; Corée, Rép. de; Costa Rica; États-Unis; Inde; Indonésie; Israël; Malaisie; Mexique; Nicaragua; Nouvelle-Zélande; Pérou; Philippines; Pologne; Singapour; Slovénie; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; et Turquie. Ces rapports ont été distribués dans les documents portant la cote G/ADP/N/65/-.

2. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de lutte contre le dumping pendant la période considérée.

Bahreïn	Hong Kong; Chine	Qatar
Bolivie	Hongrie	République kirghize
Bulgarie	Islande	République slovaque
Égypte ¹	Japon ¹	République tchèque
El Salvador	Lettonie	Roumanie
Estonie	Liechtenstein	Suisse
Ghana	Macao; Chine	Uruguay
Guatemala ¹	Malte	Zimbabwe
Honduras	Norvège	

3. Les Membres ci-après n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Angola; Antigua-et-Barbuda; Bangladesh; Barbade; Belize; Bénin; Botswana; Brunéi Darussalam; Burkina Faso; Burundi; Cameroun; Chypre; Congo; Côte d'Ivoire; Cuba; Djibouti; Dominique; Émirats arabes unis; Équateur; Fidji; Gabon; Gambie; Grenade; Guinée, Rép. de; Guinée-Bissau; Guyana; Haïti; Jamaïque; Jordanie; Îles Salomon; Kenya; Koweït; Lesotho; Madagascar; Malawi; Maldives; Mali; Maroc; Maurice; Mauritanie; Paraguay; Mongolie; Mozambique; Myanmar; Namibie; Niger; Nigéria; Ouganda; Pakistan; Panama; Papouasie-Nouvelle-Guinée; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République dominicaine; Rwanda; Saint-Kitts-et-Nevis; Saint-Vincent-et-les Grenadines; Sainte-Lucie; Sénégal; Sierra Leone; Sri Lanka; Suriname; Swaziland; Tanzanie; Tchad; Togo; Tunisie; Venezuela; République bolivarienne du; et Zambie.

¹ Ces Membres ont également notifié des droits définitifs en vigueur au 30 juin 2000 dans les documents G/ADP/N/65/EGY, G/ADP/N/65/GTM et G/ADP/N/65/JPN, respectivement.